

Les objectifs en matière d'irrigation au goutte-à-goutte atteints dès cette année !

Le renforcement de l'irrigation localisée est l'une des trois composantes majeures de la stratégie "Irrigation" élaborée dans le cadre du PMV, aux côtés de la promotion des partenariats Public-Privé (notamment autour de la mobilisation des ressources hydriques non conventionnelles), et de l'extension des surfaces irriguées. Les actions menées dans le cadre de ces 3 axes bénéficient d'un budget global d'investissement de 60 MMDH à l'horizon 2020.

Si les objectifs du PMV en matière d'irrigation localisée, qui sont d'atteindre 550.000 ha à l'horizon 2020, pourront être dépassés dès fin 2018, c'est principalement en raison des mécanismes financiers mis en place afin de démocratiser cette technique d'irrigation. Un agriculteur propriétaire d'un terrain dont la surface est



inférieure à 5 ha peut bénéficier d'une prise en charge à 100%, et ceux dont l'exploitation agricole dépasse les 5 ha sont quant à eux subventionnés à hauteur de 80%.



Les surfaces agricoles irriguées au goutte-à-goutte s'étendront ainsi sur 590.000 ha d'ici la fin de cette année, pour atteindre plus de 700.000 ha en 2020, selon les estimations de la Direction de l'Irrigation – ministère de l'Agriculture. Le goutte-à-goutte sera donc le système d'irrigation dominant en 2020, couvrant près de 50% de la surface irriguée globale, de l'ordre de 1,6 M ha.

Parallèlement à la promotion

du goutte-à-goutte, l'un des trois axes majeurs de la stratégie "Irrigation" du PMV consiste en l'extension et l'aménagement des périmètres irrigués en aval des barrages. 90.000 ha sont à ce jour en chantier, pour un objectif de 160.000 ha à l'horizon 2020.

L'engouement pour l'agriculture irriguée s'explique également par son fort effet de levier. Bien qu'elle ne porte que sur 16% de la surface agricole nationale, l'agriculture irriguée contribue à près de 45% de la valeur ajoutée agricole, et à hauteur de 75% dans les exportations de fruits et légumes.

L'impact de l'irrigation se fait également ressentir sur le revenu des agriculteurs, qui a été multiplié de 5 à 13 fois – en fonction des périmètres et des cultures. Pourtant, le Plan Maroc Vert a parfois été critiqué pour une supposée exploitation intensive des ressources hydriques.

A la Direction de l'Irrigation, on souligne que c'est tout le contraire. Chiffres à l'appui, les programmes de valorisation

des ressources hydriques ont permis d'économiser 1,4 milliard de mètres-cube chaque année – et ce malgré l'extension des superficies cultivées. Ceci parallèlement à la valorisation de près de 1,5 milliard de mètres-cube, mobilisés par les barrages existants ou en cours de réalisation.

La priorité revient bien sûr à l'approvisionnement en eau potable, suivi par l'industrie et le tourisme. Des restrictions sont imposées à l'agriculture qui, selon la Direction de l'Irrigation, est de loin le secteur le plus impacté par le déficit hydrique. Or, les périmètres irrigués à partir des barrages accusent un sévère déficit, supérieur à 40%.

En clair, les pénuries d'eau sont essentiellement dues à une allocation des ressources hydriques très restrictive à l'égard de l'agriculture. Pour se faire une idée, le besoin annuel du bassin de Doukkala s'élève à 1 milliard de mètres-cube, tandis que la dotation d'eau allouée à cette région en 2018 ne dépasse pas les 300 millions !